

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 janvier 2026

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 2247)

Rejeté

N° CF506

AMENDEMENT

présenté par

M. Le Gall, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisa Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 45

À la fin, substituer au montant :

« 28 439 880 549 € »,

le montant :

« 17 566 715 270 € ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement, réalisé par le groupe LFI, propose de faire sortir la France de la contribution nette au budget d'une Union européenne qui impose ses vues aux États membres afin de nourrir son projet néolibéral. Le déficit français sur sa contribution était de 9 milliards, nous nous attendons à ce qu'il évolue dans des proportions similaires à notre participation, et représente l'année prochaine 11,21 milliards d'euros, que nous retranchons donc du PSR-UE.

Alors que les macronistes appliquent l'austérité budgétaire au peuple français, ils veulent voir la France abonder 30 milliards d'euros au budget de l'Union européenne. Dans le même temps la commission européenne adopte, en contournant les parlements nationaux, des traités de libre-

échange, en particulier avec le Mercosur, dont les conséquences seront néfastes pour la grande majorité des français-e-s.

Alors que la souveraineté française n'est pas à vendre, les macronistes réussissent là une prouesse : non seulement ils cèdent notre souveraineté, mais c'est le peuple de France qui paie pour cette cession, puisque la France demeure, et de très loin, contributrice nette au budget de l'Union.

Fidèle à la solidarité entre les peuples, le groupe insoumis ne verrait aucune objection à ce que la France soit contributrice nette d'une Europe sociale et écologique respectant la souveraineté de ses États-membres et des peuples. Malheureusement, il n'en est rien : notre contribution nette sert aujourd'hui à financer une PAC à l'hectare qui élimine la majorité des agriculteurs sur l'autel du productivisme, et l'agence Frontex qui tue celles et ceux qui cherchent à rejoindre notre continent.

Notre contribution financière est un levier majeur pour mettre un coup d'arrêt à une Union européenne qui cherche à bâtir un tout-marché fondé sur le dumping fiscal, écologique, et social. À ce titre, nous proposons que la France cesse d'être contributrice nette d'une Union qui a le pour seul horizon politique un néolibéralisme autoritaire.